



**MINISTÈRE
DU TRAVAIL, DE LA SANTÉ,
DES SOLIDARITÉS
ET DES FAMILLES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

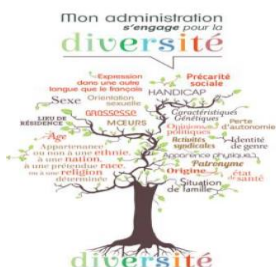
Secrétariat général
Direction des finances,
des achats et des services

DIRECTION GENERALE DE LA SANTE

MARCHÉ PUBLIC
ACCORD-CADRE DE SERVICES

Prestations d'assistance
médicale, d'évacuations
sanitaires (EVASAN), de
transport de personnels et
d'affrètement pour le compte
du ministère chargé de la Santé

**Cahier des clauses administratives
particulières (CCAP)**



Consultation n°

PRA039766

Table des matières










DIVERSITE ET EGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES	6
ARTICLE 1 - DÉFINITIONS	7
ARTICLE 2 - OBJET DU CONTRAT	7
Article 2.1 - Objet de la prestation	7
Article 2.2 – Bénéficiaires de l'accord-cadre	7
Article 2.3 - Lieu d'exécution.....	8
Article 2.4 - Absence d'exclusivité	8
Article 2.5 - Pièces contractuelles de l'accord-cadre	8
Article 2.6 - Continuité de service.....	9
ARTICLE 3 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE MENACES SANITAIRES GRAVES APPELANT DES MESURES D'URGENCE	9
Article 3.1 - Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence	9
Article 3.1.1 - Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire.....	9
Article 3.1.2 - Suspension à l'initiative de l'acheteur	10
Article 3.1.3 - Prolongation du délai d'exécution des prestations.....	10
Article 3.1.4 - Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée	10
Article 3.1.4.1 - Indemnisation.....	10
Article 3.1.5 - Demandes indemnitaires.....	11
ARTICLE 4 - INTERVENANTS	11
Article 4.1 - Représentation des parties	11
Article 4.2 - Remplacement des intervenants	11

ARTICLE 5 - STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT	12
Article 5.1 - Nature de la prestation	12
Article 5.2 - Allotissement	12
Article 5.3 – Etendue de l’accord-cadre	12
Article 5.4 - Présentation des bons de commande	13
ARTICLE 6 - DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D’EXÉCUTION	13
Article 6.1 - Durée globale du contrat.....	13
Article 6.2 - Délai des bons de commande.....	14
ARTICLE 7 - PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	14
Article 7.1 - Prix du contrat	14
Article 7.1.2 - Nature des prix.....	14
Article 7.1.2.1 - Variation des prix	15
Article 7.2 - Contenu des prix.....	16
Article 7.3 – Taux de tva	16
ARTICLE 8 – CONDITIONS DE PAIEMENT	16
Article 8.1 - Avance	16
Article 8.2 - Paiement des membres du groupement	17
Article 8.3 - Présentation des demandes de paiement.....	17
Article 8.3.1 - Périodicité des paiements	19
Article 8.3.2 - Régime des paiements	19
Article 8.3.3 - Délai de paiement	19
Article 8.3.4 - Cessions et nantissement de créances.....	20
ARTICLE 9 - RÉALISATION DES PRESTATIONS.....	20
Article 9.1 - Conditions de réalisation des prestations	20
Article 9.1.1 - Vérification des prestations.....	20

ARTICLE 10 – DEVELOPPEMENT DURABLE.....	21
Article 10.1 - Considérations environnementales	21
Article 10.1.1 - Support et livrables.....	21
Article 10.1.2 - Transmission du BEGES ou équivalent	22
Article 10.2 - Considérations sociales.....	22
ARTICLE 11 – MODIFICATIONS AU CONTRAT	27
Article 11.1 - Clause de réexamen.....	27
ARTICLE 12 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	29
Article 12.1 - Obligations courantes du titulaire	29
Article 12.1.1 - Assurances.....	29
Article 12.1.2 - Conduite des prestations par une personne nommément désignée	29
Article 12.1.3 - Devoir d'information et de conseil	29
Article 12.1.4 - Obligation de vigilance.....	30
Article 12.1.5 - Réparation des dommages	31
Article 12.2 - Sous-traitance.....	31
Article 12.3 - Obligations liées à la sécurité	31
Article 12.3.1 - Confidentialité et protection des données personnelles	31
ARTICLE 13 - LITIGE ET SANCTIONS	32
Article 13.1 - Pénalités	32
Article 13.1.1 - Plafonnement des pénalités.....	35
Article 13.1.2 - Seuil d'exonération des pénalités.....	35
ARTICLE 13.2 - Autres stipulations	35
Article 13.2.1 - Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire ...	35
Article 13.2.2 - Langue	35
Article 13.2.3 - Règlement des différends.....	36

Article 13.2.3.1- Tribunal compétent	36
ARTICLE 14 - FIN DU CONTRAT.....	36

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Prestations d'assistance médicale, d'évacuations sanitaires (EVASAN), de transport de personnels et d'affrètement pour le compte du ministère chargé de la Santé
	Acheteur	DIRECTION GENERALE DE LA SANTE / CENTRE DE CRISES SANITAIRES (CCS)
	Type de contrat	Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande conclu sans minimum et avec un maximum de 25 000 000 € HT sur la durée maximale.
	Structure	Non-allotissement
	Lieu d'exécution	Les interventions se dérouleront au sein, depuis ou à destination du territoire français (hexagone, Corse et territoires visés à l'article 72-3 de la Constitution)
	Durée	24 mois fermes à compter de la notification, reconductible tacitement deux (2) fois douze (12) mois dans la limite de 48 mois.
	Développement durable	Clause environnementale - Critère social - Critère environnemental
	Variation des prix	Révisables (formule)
	Nature des prix	Prix unitaires

DIVERSITE ET EGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES





Les ministères sociaux sont engagés dans une démarche de promotion de la diversité et de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. A ce titre, ils sont attentifs dans le choix de leurs contractants comme dans la réalisation des prestations, au respect des dispositions législatives et réglementaires en la matière.

Au-delà du respect de ces dispositions, les ministères sociaux sont également sensibles aux actions conduites par leurs prestataires dans ce domaine au sein de leur entreprise.

Dans ce cadre, un questionnaire relatif aux actions conduites en matière de diversité et d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes sera envoyé au(x) société(s) retenue(s) lors de la notification de l'accord-cadre.

Ce questionnaire devra être complété et retourné avec le formulaire de l'acte d'engagement (ATTRI1).

ARTICLE 1 - DÉFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un accord-cadre passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
 Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

ARTICLE 2 - OBJET DU CONTRAT

ARTICLE 2.1 - OBJET DE LA PRESTATION

Le contrat porte sur les prestations suivantes : **Prestations d'assistance médicale, d'évacuations sanitaires (EVASAN), de transport de personnels et d'affrètement pour le compte du ministère chargé de la Santé.**

ARTICLE 2.2 – BENEFICIAIRES DE L'ACCORD-CADRE

La prestation pourra être mise en œuvre par les entités suivantes, désignées comme **bénéficiaires principaux** :

- Ministère chargé de la santé ;
- La Direction Générale de la Santé (DGS) ;
- Centre des crises sanitaires (CCS) ;
- Centre Opérationnel de Régulation et de Réponse aux Urgences Sanitaires et Sociales (CORRUS).

Les entités citées ci-dessus peuvent être amenées à mobiliser des moyens pour envoyer des personnels, et du fret, au sein, depuis ou à destination du territoire français (hexagone, Corse et territoires visés à l'article 72-3 de la Constitution). Des missions nécessitant l'affrètement de moyens de transport et les ressources humaines et matérielles associées seront alors mises en place.

De même, l'ensemble des ministères en sus du ministère de la Santé (pour leurs administrations centrales, services déconcentrés et services à compétence nationale), désignés comme **bénéficiaires secondaires** pourront recourir au présent accord-cadre à titre exceptionnelle et en cas d'urgence pour les prestations suivantes : évacuations sanitaires, projection de personnels ou transport de fret.

Sont toutefois exclues du champ de cet accord-cadre uniquement pour ces bénéficiaires :

- Les expéditions du ministère des Armées relevant d'opérations stratégiques notamment les transports assurés par des moyens militaires et ceux assurés dans le cadre de marché de défense ou de sécurité ;
- Les marchandises à expédier sous immunité diplomatique par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, sont exclues du présent accord-cadre ;
- Les prestations de fret non accompagné.

ARTICLE 2.3 - LIEU D'EXECUTION

Les interventions se dérouleront au sein, depuis ou à destination du territoire français (hexagone, Corse et territoires visés à l'article 72-3 de la Constitution).

ARTICLE 2.4 - ABSENCE D'EXCLUSIVITE

Le titulaire ne dispose pas d'un droit d'exclusivité total sur les prestations couvertes par le présent accord-cadre. L'acheteur se réserve le droit de faire appel à d'autres prestataires, dans la limite du montant maximal de l'accord-cadre, dans les cas suivants de façon alternative :

- Absence de réponse ou impossibilité pour le titulaire d'intervenir dans les délais impartis ;
- Urgence médicale impérieuse nécessitant le recours à des moyens étatique ou privés. Le périmètre des prestations concernées comprend : les missions relatives à l'évacuation sanitaire, le transport de personnels vers les zones de crise ainsi que le transport de fret.

ARTICLE 2.5 - PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe :
 - Annexe financière le "bordereau des prix unitaires" (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe RGPD ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG FCS) applicables aux marchés publics de fournitures courantes ou de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- L'offre technique du titulaire.

Les seuls originaux, détenus au sein des services de l'administration, font foi en cas de litige.

Les documents généraux sont réputés connus du titulaire.

Toute clause ou spécification particulière, mentionnée dans l'offre du titulaire, contraire aux dispositions prévues par le présent contrat ou entrant en contradiction avec celui-ci est réputée non écrite. Sont particulièrement visées les conditions générales ou particulières de vente ou d'achat du titulaire ainsi que le délai de validité des propositions.

Les annexes du contrat font intégralement partie de celui-ci et possèdent la même valeur juridique.

Pour les clauses indiquant un délai en nombre de jours, à défaut de stipulation contraire, il s'agit de jours calendaires.

ARTICLE 2.6 - CONTINUITE DE SERVICE

En cas d'évènement susceptible de perturber l'exécution du présent accord-cadre, le titulaire doit prendre toutes les dispositions permettant de limiter l'impact sur la continuité du service. En cas de grève portant gravement à la continuité du service, certains personnels pourront être réquisitionnés par les autorités compétentes.

La continuité de service implique la prise en charge de tout type de patient, contagieux ou non sur la base de protocoles validés par les SAMU-SMUR du lieu de prise en charge et par le titulaire et ses partenaires mobilisé.

Le titulaire s'engage à activer son plan de continuité d'activité (PCA) en cas de crise majeure affectant la prestation, sous peine de pénalités visées à l'article 13.1 du présent CCAP.

Le titulaire est chargé de maintenir à jour son PCA pendant toute la durée du marché et le mettre en œuvre si nécessaire.

ARTICLE 3 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE MENACES SANITAIRES GRAVES APPELANT DES MESURES D'URGENCE

ARTICLE 3.1 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE MENACE SANITAIRE GRAVE APPELANT DES MESURES D'URGENCE

Article 3.1.1 - Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Les stipulations de l'article 24 du CCAG de référence sont applicables.

Article 3.1.2 - Suspension à l'initiative de l'acheteur

Les stipulations de l'article 24 du CCAG de référence sont applicables.

Article 3.1.3 - Prolongation du délai d'exécution des prestations

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

Article 3.1.4 - Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation du marché sur le fondement de l'article L. 2195-2 du Code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

Article 3.1.4.1 - Indemnisation

Article 3.1.4.1.1 - Indemnisation à la suite de l'annulation d'un bon de commande

L'annulation d'un bon de commande par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relative aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

Article 3.1.5 - Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par l'article 46 du CCAG FCS et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure. Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

ARTICLE 4 - INTERVENANTS

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur, représenté par M. le Directeur général de la Santé.

DIRECTION GENERALE DE LA SANTE (DGS)
CENTRE DE CRISES SANITAIRES (CCS)
14 avenue Duquesne
75007 Paris

ARTICLE 4.1 - REPRESENTATION DES PARTIES

Dès la notification de l'accord-cadre, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès la notification les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

ARTICLE 4.2 - REMPLACEMENT DES INTERVENANTS

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire.

De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le titulaire avertit sans délai l'administration en cas de modification de l'équipe affectée à la réalisation de la prestation.

En effet, si l'un des membres de l'équipe dédiée n'est plus en mesure d'accomplir la tâche, le titulaire :

- Avise sans délai le service commanditaire et prend, toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de la prestation ;
- Propose à la personne publique, un remplaçant disposant de compétences, niveau d'expérience et de qualification équivalent en indiquant : nom, titre et CV.

Le remplaçant est soumis à l'approbation du pouvoir adjudicateur. Tout refus sera motivé.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG de référence, le titulaire procède dans un délai de 10 jours au remplacement des intervenants nommément désignés à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

A défaut de proposition de remplacement par le titulaire dans les délais impartis, le titulaire encourt les pénalités énumérées à l'article 13.1 du CCAP.

ARTICLE 5 - STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

ARTICLE 5.1 - NATURE DE LA PRESTATION

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

ARTICLE 5.2 - ALLOTISSEMENT

L'accord-cadre n'est pas dévolu en lots conformément à l'article L2113-10 du Code de la commande publique. En effet, l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

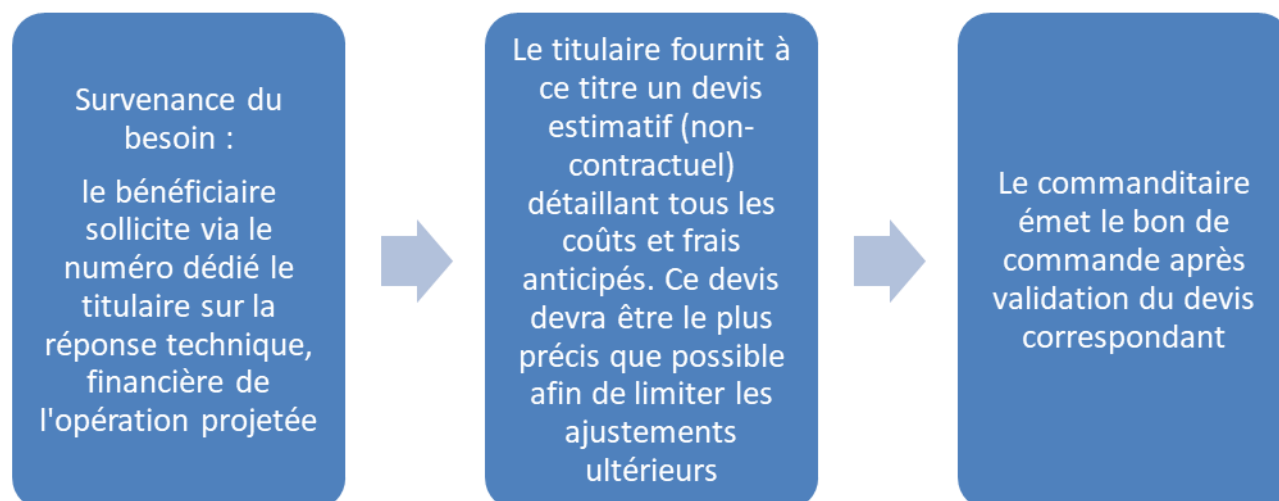
ARTICLE 5.3 – ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre mono-attributaire est conclu sans montant minimum et avec un montant maximal comme suit :

Accord-cadre global	Montant estimatif global (48 mois) €HT – non contractuel	Montant maximum global (48 mois) €HT
	4 785 408 € HT	25 000 000 € HT

ARTICLE 5.4 - PRESENTATION DES BONS DE COMMANDE

Les bons de commande sont émis par la DGS ou l'un des bénéficiaires mentionnés supra dès la survenance du besoin, après validation du devis correspondant. Ils sont notifiés par tout moyen garantissant une date certaine de réception.



Chaque bon de commande précise notamment :

- le numéro et la date du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture) ;
- le numéro de l'accord-cadre ;
- la référence au devis prévisionnel correspond ;
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
- la désignation de la quantité des prestations commandées ;
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) ;
- le montant total (HT et TTC) du bon de commande ;
- la date de fin d'exécution du bon de commande.

ARTICLE 6 - DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

ARTICLE 6.1 - DUREE GLOBALE DU CONTRAT

Le contrat est conclu pour une durée de **24 mois ferme** à compter de la notification du contrat, avec reconduction tacite de deux (2) fois douze (12) mois dans la limite de 48 mois. La reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer.

Dans le cas d'une non-reconduction, l'acheteur notifie sa décision au titulaire avant la date de fin de validité de l'accord-cadre avec un préavis de 1 mois.

Le titulaire ne peut prétendre à une indemnité pour non-reconduction. En cas d'atteinte du montant maximum avant son terme, l'accord-cadre cesse de produire ces effets à compter de la date d'atteinte de ce montant.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme. Le titulaire devra respecter son engagement contractuel et ne pourra se prévaloir de la non-reconduction afin de s'exonérer de ses obligations.

ARTICLE 6.2 - DELAI DES BONS DE COMMANDE

Le délai d'exécution des prestations est fixé pour chaque bon de commande. Il tient compte de la nature et de la quantité des prestations à réaliser.

Le délai court à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

ARTICLE 7 - PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

ARTICLE 7.1 - PRIX DU CONTRAT

Article 7.1.2 - Nature des prix

Les prix du contrat sont unitaires et provisoires conformément aux articles R2112-16 à R2112-7 du Code de la commande publique. En raison de leurs particularités exceptionnelles ou de la nécessité d'adapter les prestations aux exigences spécifiques du commanditaire, les situations couvertes par le présent accord-cadre ne peuvent être chiffrées à l'avance ni sur la durée et reposent donc sur des prix provisoires.

En effet, ces prestations complexes présentent un caractère d'urgence impérieuse, des aléas techniques importants qui impliquent que l'exécution du marché doit commencer alors que la détermination d'un prix initial définitif n'est pas encore possible en application de l'article R2112-17 du Code de la commande publique

Les prestations seront rémunérées selon la forme de prix suivante :

Forme de prix	Bon de commandes / Quantité définie	Annexe financière de référence	Variation(s) de prix
Prix Unitaire	BdC émis au fur et à mesure des besoins après validation du devis	BPU	Révisables à date anniversaire de l'accord-cadre

Dans le tableau ci-dessus :

« BPU » = « bordereau des prix unitaires » ;
« BdC » = « bons de commande » ;

Les prix unitaires figurent dans le bordereau de prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

Article 7.1.2.1 - Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Ils sont fermes pour la période initiale de 12 mois.

Ils sont par la suite révisés à la date anniversaire de l'accord-cadre par le titulaire, qui transmet le BPU contenant les prix révisés au plus tard 1 mois à compter de cette date. **A cet effet, le titulaire communiquera le détail des calculs et indiquera le pourcentage d'évolution au regard des prix précédemment applicables.**

Passé ce délai, le titulaire est réputé renoncer à la révision, de telle sorte que les prix en cours demeurent applicables pour toute la période à venir.

Le pouvoir adjudicateur se réserve toutefois la possibilité de procéder lui-même et dans le même délai à la révision des prix si cette révision lui est profitable sans que le titulaire ne puisse s'y opposer.

Il soumettra dès lors au titulaire le détail des calculs pour validation.

La révision des prix s'opère à la baisse et à la hausse.

Les prix initiaux sont révisables par référence à l'indice du coût horaire du travail (ICHTREV-TS) ;

La lecture de l'indice se réalise sur : <https://www.insee.fr>

Le prix révisé (P) est obtenu par application de la formule suivante :

$$P = P_o \times [0,15 + 0,85 (ICHTrev-TS / ICHTrev-TSO)].$$

Dans laquelle :

P = prix révisé

P_o = prix initial

ICHTrev-TS = valeur de l'indice connu à la date anniversaire de l'accord-cadre.

ICHTrev-TSO = valeur de l'indice au mois Mo (remise des offres)

*Quand l'indice n'est pas connu au moment du calcul, une révision provisoire s'applique sur la base de la dernière valeur connue. La révision définitive intervient au plus tard 3 mois après la date de publication de la valeur d'indice pour le mois requis.

En cas de disparition d'un indice et si un indice de substitution est publié, la variation des prix est de plein droit calculé avec ce nouvel index en utilisant le coefficient de raccordement

nécessaire. En cas d'absence d'indice de substitution, les parties conviennent de le remplacer d'un commun accord dans le cadre d'une modification du contrat.

La **date d'établissement des prix** (Mois 0) est fixée au Mois de remise des offres.

Le coefficient de variation obtenu est **arrondi** à 3 décimales au millième supérieur.

Le coefficient de révision est calculé **pour chaque prestation**.

Si l'accord-cadre est reconduit, il revient au titulaire de soumettre au RPA le nouveau prix révisé ainsi que le détail du calcul de celui-ci, conformément à la formule ci-dessus, dans un délai de deux semaines après la date anniversaire de l'accord-cadre (N+2) et (N+3).

Modification d'un indice

En cas de changement par l'INSEE (ou par un organisme habilité) de la dénomination et/ou de la base de calcul d'un indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce changement s'applique automatiquement et sans formalités.

En cas de suppression par l'INSEE d'un indice et de son remplacement par un autre indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce remplacement sera notifié par courrier au titulaire par le ministère porteur.

Le titulaire disposera d'un délai de 21 jour calendaire pour formuler par écrit son éventuel désaccord. Passé ce délai, l'absence de réponse de celui-ci vaudra acceptation du nouvel indice.

En cas de désaccord exprimé dans le délai ci-dessus, les parties devront trouver un accord par avenant.

ARTICLE 7.2 - CONTENU DES PRIX

Les prix du contrat comprennent :

- Les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- Les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- Les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- Les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

ARTICLE 7.3 – TAUX DE TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

ARTICLE 8 – CONDITIONS DE PAIEMENT

ARTICLE 8.1 - AVANCE

Sauf renoncement, le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du Code de la commande publique.

Les marchés à bons de commande conclus sans minimum mais avec un maximum ouvrent droit au versement d'une avance pour chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution dépassant les deux mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11, R.2191-12 et R. 2191-19 du code de la commande publique.

ARTICLE 8.2 - PAIEMENT DES MEMBRES DU GROUPEMENT

En application de l'article 12.1 du CCAG, en cas de groupement, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

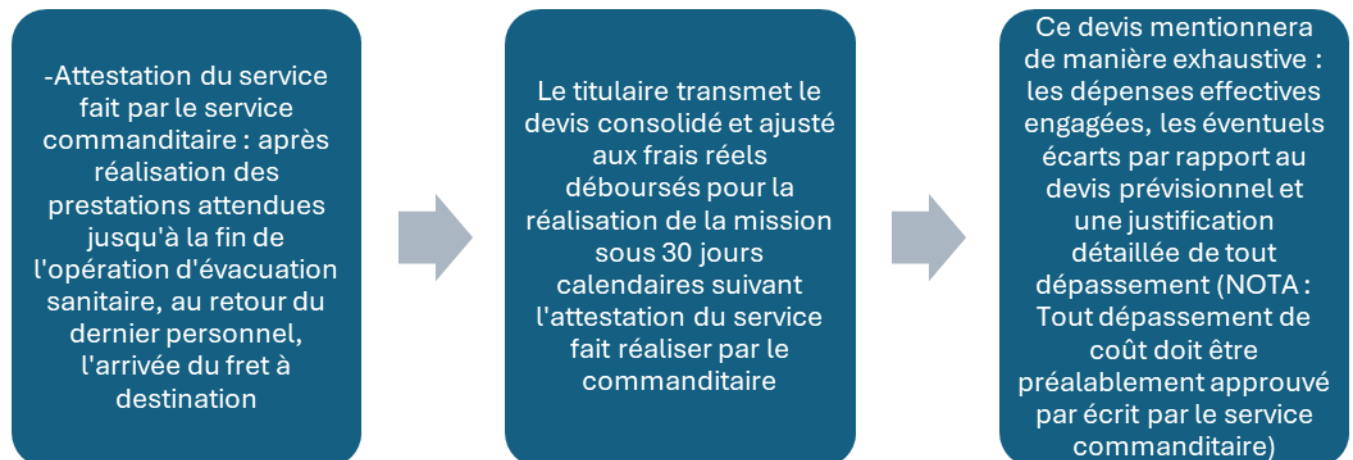
ARTICLE 8.3 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par le représentant du service bénéficiaire.

Toute facture reçue par l'administration avant cette validation définitive sera rejetée.

Conformément à l'article R2112-16 du Code de la commande publique, les conditions dans lesquelles sera déterminé le prix définitif, l'échéance à laquelle le prix définitif devra être fixé ainsi que les règles comptables auxquelles le titulaire devra se conformer sont décrites ci-après :

A l'issue de l'attestation du service fait par le commanditaire, le titulaire soumet un devis final ajusté aux frais réels.



Ce devis consolidé devra inclure :

- Les dépenses effectives engagées assorties de l'ensemble des justificatifs correspondants ;
- Les éventuels écarts par rapport au devis prévisionnel ;
- Une justification détaillée de tout dépassement.

Tout dépassement de coût doit être préalablement approuvé par le service bénéficiaire, qui se réserve la faculté de procéder à la vérification sur pièces et sur place de l'ensemble des éléments techniques et comptables du coût de revient

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- la référence du marché (numéro d'engagement juridique) ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture ;
- **la référence au devis définitif transmis à l'issue de la mission ;**
- la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- la date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- le montant total hors taxes et TTC et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

- le cas échéant, en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande (numéro d'engagement juridique indiqué en haut à droite du bon de commande) ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- le RIB du prestataire.

En cas de cotraitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement ;
- Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Article 8.3.1 - Périodicité des paiements

Les paiements interviendront à l'issue de la procédure décrite à l'article 8.3 sous réserve de la transmission des justificatifs correspondants par le titulaire dans les délais impartis.

Article 8.3.2 - Régime des paiements

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif (article R2191-26 du Code de la commande publique).

Article 8.3.3 - Délai de paiement

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2192-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont

commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Article 8.3.4 - Cessions et nantissement de créances

Un bon de commande peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique. Il est remis, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du bon de commande.

Les comptables assignataires compétents sont :

- les contrôleurs budgétaires et comptables ministériels (CBCM) rattachés aux ministères pour les dépenses relevant des ordonnateurs principaux

- les comptables assignataires visés par les arrêtés suivants pour les dépenses relevant des ordonnateurs secondaires :

- à l'arrêté du 11 avril 2023 modifiant l'arrêté du 23 décembre 2019 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires des services civils de l'Etat

Ces arrêtés peuvent faire l'objet d'une mise à jour annuelle et sont publiés au Journal officiel de la République française JORF.

ARTICLE 9 - RÉALISATION DES PRESTATIONS

ARTICLE 9.1 - CONDITIONS DE REALISATION DES PRESTATIONS

Article 9.1.1 - Vérification des prestations

Article 9.1.1.1 - Niveau d'obligation prévu au contrat

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat.

Article 9.1.1.2 - Opérations de vérification du service fait

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

L'acheteur effectue ces vérifications à l'issue de la période de prestation de service. Si aucune décision n'est notifiée, le service est réputé admis à la fin de la période constatée.

Si la quantité réalisée n'est pas conforme, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état, mettre le titulaire en demeure de compléter la prestation de service dans le délai qu'il prescrit.

En cas de non-conformité entre la quantité réalisé et l'attestation de service fait, l'attestation est rectifiée et signée par les personnes en charge du service pour le titulaire et de la vérification pour l'acheteur.

Si les prestations de service ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être rectifiées immédiatement par le titulaire sur demande de l'acheteur. L'acheteur peut toutefois accepter la prestation qui contient des défauts ou ne respectent pas toutes les prescriptions du cahier des charges, avec réfaction du prix.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG.

Article 9.1.1.3 - Personnes en charge des vérifications des prestations

Les personnes chargées de la vérification quantitative et qualitative des prestations réalisées par le titulaire sont désignées par chaque bon de commande.

ARTICLE 10 – DEVELOPPEMENT DURABLE

ARTICLE 10.1 - CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement, dans les spécifications techniques décrites dans le CCTP.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

Article 10.1.1 - Support et livrables

Il est demandé au titulaire de limiter les impressions pour l'exécution et le suivi de l'accord-cadre.

Ainsi, les différents livrables autres que les documents commandés sont envoyés exclusivement par voie électronique. En cas d'envoi papier, le titulaire utilisera du papier 100% recyclé ou issus de forêts gérés durablement : Programme de reconnaissance des certifications forestières (PEFC), Forest Stewardship (FSC) ou équivalent.

Tous les documents livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé et/ou sur supports en papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (par ordre de priorité : papier recyclé, papier éco-labellisé ecolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts

gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, grammage le plus fin possible). En cas de recours à la reprographie, le mode recto -verso et en noir et blanc est privilégié. Les documents papiers sont limités et le coût de la reproduction est compris dans le forfait global.

Les documents dématérialisés partagés par le titulaire sont compressés autant que possible tout en conservant leur lisibilité.

Article 10.1.2 - Transmission du BEGES ou équivalent

Dans le cadre de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, les acheteurs des ministères sociaux mettent en œuvre une condition d'exécution relative à l'article L.229-25 du code de l'environnement afin de vérifier le respect, par les personnes morales de droit privé employant plus de cinq cents personnes et, dans les régions et départements d'outre-mer, les personnes morales de droit privé employant plus de deux cent cinquante personnes, de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en œuvre lors du précédent bilan.

Ainsi, le titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement communique à l'acheteur son BEGES ou équivalent et le plan de transition associé dans un délai maximum de 6 mois suivant la notification de l'accord-cadre.

A ce titre, le soumissionnaire démontre avoir réalisé son BEGES ou équivalent et le plan de transition associé l'année précédant celle au cours de laquelle la consultation a été lancée.

ARTICLE 10.2 - CONSIDERATIONS SOCIALES

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article R.2152-7 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent accord-cadre un critère de sélection relatif à la performance sociale de l'offre.

Ce critère repose sur le nombre d'heures d'insertion proposées par les soumissionnaires en faveur des personnes éloignées de l'emploi.

Les soumissionnaires restent libres de proposer ou non un volume d'heure dédié à ce public.

L'absence de proposition n'est pas éliminatoire.

Le nombre d'heures d'insertion éventuellement annoncé dans l'offre sera contractualisé dans l'acte d'engagement.

L'entreprise attributaire si elle le souhaite pourra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les publics visés sont :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans
- les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit
- les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage)
- les personnes percevant une pension d'invalidité
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C)
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance »
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet
- les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés au règlement de consultation, est donc contractualisés dans l'acte d'engagement (AE).

L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du marché. Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

- 1ère modalité : l'embauche directe par l'entreprise

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché.

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

- 2ème modalité : la mise à disposition de salariés

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

- 3ème modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Alphonse MABIALA

Chargé de projets clauses sociales et relation entreprises

alphonse.mabiala@epec.paris

07 57 76 79 30

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission de :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

Les informations transmises seront traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (article 11.11 du présent CCAP relatif à la clause RGPD).

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur (interlocuteurs à désigner) et aux destinataires suivants de l'EPEC :

Caroline.FRAILE@sg.social.gouv.fr

beatrice.calvet@epec.paris

en copie

alphonse.mabiala@epec.paris

En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

Le titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin du marché concerné. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2032 inclus.
- En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- Le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;

- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données. Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante dpo@epec.paris ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences

18 rue Goubet

75019 Paris.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)

3 Place de Fontenoy

TSA 80715

75334 PARIS CEDEX 07

ARTICLE 11 – MODIFICATIONS AU CONTRAT

ARTICLE 11.1 - CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre peut faire l'objet de modifications quel qu'en soit leur montant. Elles pourront être à l'initiative de l'acheteur ou du titulaire. Ces modifications ne pourront en aucun cas modifier la nature globale du contrat.

Le champ d'application et la nature des éventuelles modifications possibles ainsi que les conditions dans lesquelles il peut être fait usage sont précisées ci-après :

L'acheteur peut, selon la survenance du besoin, solliciter le titulaire pour :

- L'intégration d'une prestation devenue nécessaire dans la limite de l'objet de l'accord-cadre.

Les deux parties conviennent de se réunir pour examiner les conséquences de ces modifications et, le cas échéant, de négocier un ajustement du prix initial.

Toute modification résultant de ce réexamen fera l'objet d'un avenant au présent accord-cadre, qui précisera la date d'effet et les impacts financiers.

Il sera procédé à une mise à jour des annexes financières et les modifications correspondantes dans les facturations et paiements débiteront à la date précisée dans l'avenant.

Le présent accord-cadre peut prévoir la poursuite de l'exécution des prestations après prise en compte des modifications suivantes par voie d'avenant :

- Lorsque le titulaire est susceptible de proposer, en cours d'exécution, une amélioration technique ou fonctionnelle des prestations à assurer ou qui n'étaient pas prévus lors de la remise initiale de son offre, sans toutefois que l'objet du contrat et les besoins à assurer pour le compte du pouvoir adjudicateur n'emportent modification. Ces propositions d'amélioration ou d'innovation doivent entrer dans le cadre de l'objet du présent accord-cadre, et n'emportent aucune incidence financière.
- Lorsque le titulaire est susceptible de modifier son offre technique en cours d'exécution par suite d'un changement de matériels ou équipes affectés à la réalisation des prestations notamment de l'équipe cœur, pour autant que ce changement soit équivalent ou supérieur à l'offre initialement présentée.

Les changements de réglementation qui s'imposent au pouvoir adjudicateur et au titulaire sont applicables de plein droit sans qu'il soit nécessaire de passer un avenant. Sont notamment concernés :

- Les changements d'indice de révision des prix ;
- L'ajustement de la clause butoir à la baisse ou à la hausse ;
- L'évolution de la fiscalité ;
- L'évolution ou l'entrée en vigueur de normes applicables aux prestations faisant l'objet du marché.

Les modifications n'emportant pas changement de la situation juridique de l'entreprise sont prises en compte par le pouvoir adjudicateur sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant, des réceptions de l'information du changement par le pouvoir adjudicateur. Il s'agit des modifications suivantes :

- Modification du siège social,
- Modification du compte bancaire,

- Désignation d'un nouveau dirigeant non consécutive a changement de contrôle de la société,
- Changement de raison sociale ou Changement de la structure de l'entreprise n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale.

Dans les cas susmentionnés au présent article, la modification est actée par une décision unilatérale du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 12 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

ARTICLE 12.1 - OBLIGATIONS COURANTES DU TITULAIRE

Article 12.1.1 - Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

Article 12.1.2 - Conduite des prestations par une personne nommément désignée

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG et compte tenu de l'objet du contrat, des prestations doivent être réalisées par une personne nommément désignée par le titulaire. Si cette personne n'est plus en mesure de réaliser la prestation, le titulaire doit :

- Informer l'acheteur sans délai ;
- Proposer un remplaçant aux compétences au moins équivalentes.

L'acheteur dispose de 30 jours pour récuser ou accepter le remplaçant proposé par le titulaire. A défaut de remplaçant accepté par l'acheteur, le contrat est susceptible d'être résilié.

Article 12.1.3 - Devoir d'information et de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Article 12.1.4 - Obligation de vigilance

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le

numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Article 12.1.5 - Réparation des dommages

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

ARTICLE 12.2 - SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

La sous-traitance est sanctionnée par la pénalité prévue à l'article

ARTICLE 12.3 - OBLIGATIONS LIEES A LA SECURITE

Article 12.3.1 - Confidentialité et protection des données personnelles

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de

l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire est tenu au respect des règles européenne (RGPD) et française, applicables au traitement des données à caractère personnel mis en œuvre aux fins de l'exécution de l'accord-cadre. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée. Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs. Le titulaire désigne, à la notification du marché le référent dédié et précisera auprès de l'administration, les mesures mises en œuvre afin de garantir scrupuleusement ces exigences. L'annexe au RGPD jointe détaille les modalités d'application.

L'acheteur peut demander à tout moment au titulaire de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace. Les entreprises auditées peuvent également faire cette demande. Les éléments ou supports concernés par la demande devront être retournés dans un délai **de 5 jours calendaires** maximum.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire en application de l'article 41 du CCAG de référence.

Le titulaire avertira obligatoirement et sans délai l'Administration de toute violation de l'obligation de confidentialité.

Le titulaire ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

En cas de violation de cette obligation, le titulaire encourt une pénalité, inscrite à l'article 13.1 du présent CCAP

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue de l'accord-cadre.

ARTICLE 13 - LITIGE ET SANCTIONS

ARTICLE 13.1 - PENALITES

NATURE DE LA PENALITE	ARTICLES DU CCTP OU CCAP	FAIT GENERATEUR	MONTANT EN € HT
Absence de reporting, suivi d'avancement en temps réel pendant la crise avec la défaillance de l'outil numérique mis à disposition du commanditaire	Article 5 du CCTP	Constat par l'administration (CCS) – défaillance de l'outil de suivi proposé par le titulaire au cours de la gestion de crise	500 € par manquement et par jour de retard
Non-transmission du bilan annuel	Article 5 du CCTP	Constat par l'administration (CCS) – non-transmission à date d'anniversaire de l'accord-cadre	100 € par jour de retard
Non-activation du Plan de continuité d'activité (PCA) en cas de crise majeure affectant la prestation	Article 4 du CCTP	Constat par l'administration (CCS) et interruption de la mission	2000 € par incident
Non transmission des justificatifs permettant la facturation au frais réel – affrètement des vecteurs, remboursement des frais de déplacements, restauration, hébergement des soignants mobilisés	Article 6 du CCTP	Constat par l'administration (CCS) – au-delà du délai de 30 jour calendaire suivant la réalisation du service fait par le commanditaire	100 € par jour de retard et par facture
Absence de réponse à la sollicitation du service bénéficiaire – dans les délais impartis – réponse sur l'opération, prise en charge	Articles 3.6.1 à 3.6.2 du CCTP	Constat par l'administration (CCS) – au-delà du délai imparti de 2 heures suivant la saisine en cas de situations urgentes ou 12h au maximum pour les situations non-urgentes	100 € par quart d'heure de retard dans la réponse
Non-transmission du devis prévisionnel (réponse technique / financière)	Articles 3.6.1 à 3.6.2 du CCTP	Constat par l'administration (CCS) – au-delà des délais impartis : 4h au maximum suivant la demande pour les situations urgentes et 48h au plus tard pour les situations non-urgente	100 € par quart d'heure de retard dans la transmission
Non-transmission du devis final dans les délais impartis	Article 6 du CCTP	Constat par l'administration – au-delà du délai de 30 jour calendaire à compter de la réalisation du service fait par le commanditaire	200 € par jour de retard



**MINISTÈRE
DU TRAVAIL, DE LA SANTÉ,
DES SOLIDARITÉS
ET DES FAMILLES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction des finances,
des achats et des services**

Indisponibilité de l'accès au centre opérationnel de crise du fait du titulaire – hotline non disponible	Article 3.1 du CCTP	Constat par l'administration (CCS) à la suite d'une sollicitation	1000 € par jour d'indisponibilité
Non-remplacement d'un intervenant ou intervenant ne disposant pas des qualifications équivalentes à l'intervenant initialement présenté dans l'offre technique (CRT)	Article 4.2 CCAP	Constat par l'administration (CCS) et récusation / non-approbation de l'intervenant	100 € par jour de retard
Violation du devoir de confidentialité	Article 12.3.1 du CCAP	Constatation de l'infraction	5000 € par manquement
Méconnaissance des obligations liées au traitement des données personnelles	Article 12.3.1 du CCAP	Constatation de l'infraction	500 € par infraction
Sous-traitance occulte	Article 12.2 du CCAP	Constatation de l'infraction	1000 € par infraction
Pénalités pour transmission du BEGES	Article 4.2 du CCAP	Défaut de transmission des documents exigés à l'article 4.2 du CCAP	100 € par jour de retard



MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA SANTÉ, DES SOLIDARITÉS ET DES FAMILLES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général
Direction des finances,
des achats et des services

Article 13.1.1 - Plafonnement des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, pour la pénalité de retard, le montant total des pénalités encourues est plafonné à 15 % du montant de chaque bon de commande.
Le total des autres pénalités (autre que pénalité de retard) n'est pas plafonné.

Article 13.1.2 - Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS le titulaire est redevable de la totalité des pénalités due. Le pouvoir adjudicateur se réserve toutefois le droit d'en apprécier l'étendue lorsque les pénalités dues sont manifestement excessives au regard de l'équilibre économique du contrat et, le cas échéant, de les moduler.

ARTICLE 13.2 - AUTRES STIPULATIONS

Article 13.2.1 - Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Article 13.2.2 - Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

Article 13.2.3 - Règlement des différends

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises><https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

Article 13.2.3.1- Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Paris
7 rue de Jouy
Paris
75181 Paris Cedex 04
Téléphone : 01 44 59 44 00
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr
Site internet : paris.tribunal-administratif.fr

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

ARTICLE 14 - FIN DU CONTRAT

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du Code de la commande publique et conformément aux dispositions des articles 38 à 42 du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, et en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, en cas de résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, le titulaire n'a pas droit à aucune indemnisation.

Article du CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
2.4	4.1.1	Ordre des pièces contractuelles
4.2	3.4.3	Remplacement de l'intervenant récusé
13.1	14.1	Pénalités
13.1	14.1.2	Pénalités de retard – plafonnement
13.1	14.1.3	Seuil d'exonération des pénalités
14	42	Résiliation pour motif d'intérêt général



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)